



## Macron nomme une équipe tous azimuts

# Jean-Michel Blanquer, expert chevronné, pragmatique et sans œillères

### Education nationale

A PRIORI, JEAN-MICHEL BLANQUER, 52 ans, directeur général de l'Essec, ne cochant pas les bonnes cases politiques. Il est d'abord le meilleur ami de François Baroin, chef de file de la droite aux législatives, avec qui il aime chanter « les divas du dancing ». Il fut aussi directeur de l'Enseignement scolaire, soit le numéro deux du ministère de l'Education nationale, durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, sous Xavier Darcos et Luc Chatel. Il aurait donc très bien pu être le ministre de l'Education nationale de François Fillon. Et cela aurait pu constituer un gros handicap pour rejoindre le gouvernement d'Edouard Philippe.

Mais, en même temps, c'est sans aucun doute l'un des meilleurs connaisseurs du secteur de l'éducation. Docteur en droit de l'université Paris 2 et agrégé de droit public, il est aussi titulaire d'une maîtrise de philosophie et d'un DEA d'études politiques. Il a étudié à Harvard grâce à la bourse Lavoisier du ministère des Affaires étrangères. Professeur de droit public à Sciences Po Lille, il devient directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, à Paris 3, en 1998. Il occupera ce poste jusqu'en 2004, date à laquelle il est nommé recteur de Guyane. En octobre 2006, il est



SIPA PRESS

appelé comme directeur adjoint au cabinet du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Gilles de Robien. Il a été recteur de l'académie de Créteil de 2007 à 2012.

**Rouages.** « Sa nomination est une bonne nouvelle, estime Eric Charbonnier, analyste éducation à l'OCDE. Cela faisait longtemps que

**« Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas eu quelqu'un qui connaisse aussi bien le secteur »**

l'on n'avait pas eu quelqu'un qui connaisse aussi bien le secteur et qui s'intéresse autant à ce que se passe dans les pays étrangers. » Il croit aussi à la vertu de l'expérimentation comme il l'a prouvé notamment lorsqu'il était recteur de l'académie de Créteil : création d'un « micro-lycée » pour les élèves en décrochage scolaire, ouverture d'un « internat d'excellence » dans une ancienne caserne, SMS pour prévenir les parents de l'absence de leurs enfants, prime au logement pour les nouveaux professeurs titulaires, incitation à la mobilité internationale pour les élèves de lycées professionnels... Au total, cet homme résolument à droite connaît quasiment par cœur les dossiers, les syndicats et les rouages du ministère de l'Education.

Quel ministre sera-t-il ? Dans une interview publiée dans l'Opinion, Jean-Mi-



chel Blanquer estimait que le bilan de la « refondation scolaire » initiée par Vincent Peillon et appliquée par Najat Vallaud-Belkacem, était « globalement négatif ». « Depuis quatre ans, les ministres de l'Éducation successifs se sont beaucoup payés de mots, expliquait-il. Mais tout ce qui permettait de distinguer, de personnaliser les parcours, a été abîmé. » Même s'il saluait l'autonomie donnée aux collèges, il déplorait la disparition des classes bilingues, des classes européennes, du latin et du grec. Leur rétablissement figure effectivement dans le programme du nouveau président de la République, tout comme la réduction des effectifs qu'Emmanuel Macron veut instaurer en CP et CE1 dans les zones difficiles, alors que Jean-Michel Blanquer souhaitait que cela s'opère dès la maternelle.

Dans un livre publié chez Odile Jacob (*L'École de demain*) en octobre 2016, il expliquait que si l'Éducation est un sujet politique, il n'est pas pour autant un sujet « politicien ». Il fallait donc en finir avec « le va-et-vient des réformes éducatives et pédagogiques que la France a connu jusqu'à présent ». C'est entre autres sur ce terrain que l'attendent les syndicats, notamment l'Unsa, plutôt réformateur : « CP à 12 en Rep+ avec, comme corollaire, la disparition du dispositif Plus de maîtres que de classes qui se déploie à peine, liberté des collectivités pour l'organisation de la semaine à l'école primaire, ou encore remise en cause des principes de la réforme du collège », autant de sujets qui inquiètent l'organisation. « Le temps de l'éducation est un temps long » a pour sa part écrit Jean-Michel Blanquer dans son livre.

**Irène Inchauspé**  
@iinchauspe 